

CAHIER REVENDICATIF

des travailleurs sociaux, médico-sociaux et secrétaires du Conseil Départemental du Nord

De part la spécificité de nos formations, nos fonctions et nos missions, **NOUS, TRAVAILLEURS SOCIAUX ET MÉDICO-PSCHO-SOCIAUX** sommes de fait amenés à porter un regard critique sur les politiques publiques, prendre du recul face à ce qu'on nous demande de faire.

Nous constituons aussi le nombre, car la majorité du personnel départemental est affecté à la direction de la solidarité. C'est donc particulièrement de cet endroit que peut venir la contestation de la politique départementale.

JR Lecerf l'a bien compris et fait de ses déplacements dans les UTPAS une priorité. Dans des opérations de com' bien rodées il nous fait part de « sa gratitude » et tente surtout de nous faire oublier qu'il ne remplit pas ses obligations de moyens à l'égard des missions de service public destinés aux populations les plus précarisées.

Chaque déplacement est largement médiatisé par le service de com interne et le discours du Président bien relayé : « les UTPAS font de la prévention leur priorité », « Les services sociaux ont été sanctuarisés », « Les UTPAS sont les seules portes ouvertes aux publics fragiles », « Nous avons mis en place de nouvelles politiques sociales », « On vous demande beaucoup, on veut vous aider au maximum », « J'ai beaucoup appris sur les différents sites »

Même s'il ne semble pas mal accueilli, en tous cas les reportages sur Contact-intranet ne parlent pas des questions gênantes qui lui seraient posées, la souffrance dans l'exercice des missions et la contestation n'en sont pas moins réelles.

Lors de différentes mobilisations pour la défense du service public, des assemblées générales ont été organisées au Département par le syndicat SUD. Se sont réunis à cette occasion exclusivement des travailleurs sociaux, des travailleurs médico psycho sociaux des secrétaires de la DGSol.



Venant de Fourmies, Maubeuge, Valenciennes, Douai, Dunkerque, Gravelines, Saint-Amand, Lille, Roubaix, Tourcoing etc., nous avons pris le temps d'échanger entre nous et partager l'état dans lequel nous exerçons toutes et tous nos missions de service public.

Nous nous sommes donc rencontrés les 22 mars et le 3 avril et nous avons décidé d'organiser dans nos UTPAS respectives des réunions entre collègues pour nous mettre d'accord sur « ce qui va », « ce qui ne va pas » et « ce qu'il faut impérativement changer ».

Le 19 avril nous avons mis en commun l'ensemble des observations et des revendications et confié à certains d'entre nous le soin de rédiger un document récapitulatif support de nos futures interpellations de l'exécutif départemental.

C'est l'objet de ce document...

Ce que nous constatons...

1 NOUS CONSTATONS UNE MODIFICATION PROFONDE DE NOTRE PRATIQUE PROFESSIONNELLE, LA PERTE DE SENS DE NOS MISSIONS qui s'articule avec une forme de management autoritaire et brutal, visant à nous réduire à de simples exécutants de procédures, dispositifs, tâches.

Cette nouvelle conception et organisation du travail social n'a pas d'autre objectif que de faire des économies niant ainsi les besoins de la population.

Il ne s'agit donc plus d'adapter aujourd'hui le service public d'action sociale aux besoins des populations mais au contraire « de faire entrer » ces derniers dans des cases, des dispositifs, des prestations de service.

Cette multiplication des dispositifs et procédures a pour conséquence de morceler notre intervention pour quantifier l'activité et aussi pouvoir la rationaliser. Le recueil des données statistiques en est l'instrument principal.

Nous refusons l'idée que le travail social soit réduit à une succession de tâches qui définirait à elle-seule l'essence même de nos métiers. Les individus sont niés dans leur globalité. Peu importe la demande, le besoin ou le problème, l'objectif est d'apporter une réponse immédiate.

SERVICES DE PMI EN MATERNITÉ

Fermeture prévue des 4 services le 31/12/18

SSD DE LILLE SUD

- ↳ Fonctionnement à 50% des effectifs durant plus de 6 mois
- ↳ Remise en cause des temps partiels

SPS D'HAUBOURDIN

- ↳ 1 poste d'AS sur le secteur de Seclin supprimé
- ↳ Remise en cause des temps partiels

UTPAS DOUAI ARLEUX

4 postes de secrétaires non couverts

3 NOUS CONSTATONS UNE DÉGRADATION DU LIEN DE CONFIANCE DANS LES ÉQUIPES. Les chefs de service qui ne sont plus que les pilotes de ces dispositifs et procédures et donc agissent de manière verticale et descendante, jugent, imposent et vérifient nos pratiques.

Le lien de confiance, la pluridisciplinarité, le soutien technique et l'autonomie professionnelle disparaissent au profit d'un contrôle permanent de l'activité.

UTPAS LA MADELEINE

- ↳ Remise en cause de la fonction de coordinateur socio-administratif
- ↳ Plus d'éduc' de rue ! Fermeture du club de prévention
- ↳ Livraison des palettes de fournitures sur le trottoir

TS et TMS, espèces menacées



DTPAS AVESNES

Mise en place d'un projet nommé A3 visant à mutualiser les moyens et personnels des différentes directions de l'arrondissement

2 NOUS CONSTATONS QUE TOUT EST MIS EN ŒUVRE POUR ÉLOIGNER LE PUBLIC DES SERVICES.

La réponse aux besoins exprimés par les usagers n'est prise en compte qu'à travers des critères décidés « ailleurs » **sans prendre en compte le travail d'analyse et d'évaluation des travailleurs sociaux et médico-psychosociaux.**

Les remises en cause des professionnelLES par le manager sont de plus en plus nombreuses (rapports « retoqués », remise en cause de la pertinence et des conclusions des évaluations réalisées, etc.).

Par ces pratiques, on opère un tri, on exclut une partie de la population de l'accès à l'accompagnement de nos services (« ceux qui ne rentrent pas dans les cases »), ou on interrompt l'intervention quand le manager ne la juge plus opportune.

UTPAS MONS MARCQ

Non remplacement de plusieurs départ à la retraite = suppression de postes

UTPAS DE ST AMAND

Systématisation des « placements à domicile » faute de place d'accueil pour les enfants

4 NOUS CONSTATONS LA MULTIPLICATION DES SUPPRESSIONS DE POSTES, DES NON REMPLACEMENTS DES COLLÈGUES PARTIS EN RETRAITE OU EN ARRÊT MALADIE. Cette baisse de moyens humains altère la qualité du service au public et nos conditions de travail.

Les besoins des populations de notre département, pourtant incontestables, sont niés à travers « un dialogue de gestion » hors réalité et totalement déshumanisé où seule la rationalisation de l'activité compte.

On nous demande de faire autant, voire plus, tout en étant moins nombreux.

NOUS CONSTATONS UNE BAISSSE NETTE DES MOYENS ET DES BUDGETS NOUS PERMETTANT DE MENER À BIEN NOS MISSIONS : délais d'attente excessivement longs pour des mesures de protection de l'enfance, pas de financement pour les colonies, aides financières de plus en plus restreintes, fermeture des services externes au Département (service d'aide à la parentalité d'Hellemmes par exemple), redéploiement des services AEMO et des clubs de prévention.

La prévention infantile se fait maintenant « au rabais » : diminution des bilans de santé, limitation des visites post-natales qui sont remplacées par des mises à disposition, moins de médecins, moins de psychologues.

UTPAS LILLE MOULIN

- ↳ Sous effectif chronique de toutes les équipes
- ↳ Arrêt maladie consécutifs à l'épuisement professionnel

UTPAS DE GRAVELINES-BOURBOURG

Réduction importante de l'enveloppe AMASE

DT DE ROUBAIX TOURCOING

Call center totalement deshumanisant

PARTOUT

- ↳ Plus de places d'accueil dans les établissements pour les placements
- ↳ Remise en cause de nos rapports et de nos évaluations
- ↳ Baisse des AMASE
- ↳ Suppression des séjours colo pour les enfants de l'ASE
- ↳ Plus de fournitures dans les services (du papier et stylos au PQ)
- ↳ Le chef de service n'est plus qu'un manager de RH
- ↳ Transformation des postes de travail : les TS doivent taper les rapports et les SMS reçoivent le public
- ↳ Non remplacement systématique des postes de psychologues

DT DE VALENCIENNES

Dysfonctionnement de la CRIP pour la qualification

LE TRAVAIL SOCIAL S'EXERCE
DANS DES PRINCIPES DE
SOLIDARITÉ



5 NOUS CONSTATONS UN DÉTOURNEMENT DU TRAVAIL SOCIAL ET MÉDICO-PSYCHOSOCIAL AINSI QUE DES FONDAMENTAUX DE NOS MISSIONS.

Cela provoque chez nous une perte de sens, d'identité professionnelle, des conflits de valeurs, dont les conséquences sur la santé sont de plus en plus perceptibles. Le ce pourquoi nous faisons ce métier est remis en cause.

UTPAS LOMME LAMBERSART

Arrêts maladies non-remplacés
Fermetures des clubs de prévention

UTPAS DE VILLENEUVE D'ASCQ

Ordres et contre-ordres en permanence.
Cela crée la confusion et insécurise les pratiques

Ce que nous revendiquons

Nous nous retrouvons au cœur d'un système aliénant fait d'injonctions paradoxales. Beaucoup de nos collègues tombent malades.

Pourtant dans le schéma départemental des solidarités humaines, il est affirmé :

★ UN ACCUEIL INCONDITIONNEL DE QUALITÉ, AVEC UNE PRÉSENCE PHYSIQUE FORTE

↳ Nous exigeons le remplacement réactif des absents (arrêts maladie, postes vacants...) de manière durable (CDD de 6 mois et plus) afin de permettre aux équipes de remplir les missions de service public de manière satisfaisante et dans la continuité

↳ Nous exigeons l'arrêt de la suppression des postes dans un contexte de précarité grandissante et le remplacement des postes supprimés, gelés, laissés vacants.

↳ Nous exigeons le respect des spécificités de chaque profession qui sont complémentaires dans l'exercice des missions des UTPAS : Non à la subsidiarité et à l'interchangeabilité entre les professionnels (ou tout le monde pourrait tout faire) pour préserver la qualité et la sécurité dans le service rendu aux usagers

↳ Nous exigeons un respect au droit à la formation qu'il se veuille efficient.

★ LA REMISE EN CAUSE DE LA LOGIQUE DE DISPOSITIF ET DE GUICHET

↳ Nous exigeons le respect et la reconnaissance de l'expertise médico-psycho-sociale qui prend en compte la singularité des situations.

↳ Nous demandons l'adaptabilité des dispositifs aux besoins des personnes et non l'inverse.

↳ Nous défendons avec force les valeurs du travail social qui exigent du temps, de la disponibilité, de l'autonomie, de l'éthique et de la confiance mais aussi un traitement humain des situations sans lequel nos professions perdent leur justification. Nous refusons la notion de rentabilité dans l'action sociale et de solutions aux rabais.

★ UN ACCÈS AUX DROITS COMME OBJECTIF FONDAMENTAL AINSI QU'UNE PRÉVENTION RENFORCÉE ET UN SOUTIEN À L'AUTONOMIE

↳ Nous exigeons le maintien et l'augmentation des moyens financiers (A.M.A.S.E., T.I.S.F., F.S.L. ...) nous permettant d'apporter une aide adaptée aux familles. Nous devons pouvoir nous appuyer sur des dispositifs opérationnels et conséquents ainsi que sur des associations en capacités de relayer l'aide aux personnes (maintien des subventions).

↳ Nous exigeons le rétablissement et l'augmentation des moyens accordés pour l'hébergement et l'accueil (enfants, adultes, personnes âgées et handicapées).

↳ Nous exigeons le maintien des postes et des moyens en PMI et SPS pour garantir la prévention précoce auprès d'un public de plus en plus fragilisé physiquement et psychologiquement. Il convient de garantir le travail de proximité (visites à domicile, consultations, permanences...).

★ LA PRISE EN COMPTE DES COMPÉTENCES ET DU POUVOIR DÉCISIONNEL DES PERSONNES AVEC COMME OBJECTIF LE MAINTIEN ET LE DÉVELOPPEMENT DU LIEN SOCIAL EN COORDINATION AVEC LES PARTENAIRES

↳ Nous exigeons la mise en place d'un accès opérationnel et privilégié avec les partenaires institutionnels (C.A.F., C.P.A.M., C.A.R.S.A.T., M.D.P.H. ...) ainsi qu'une communication fluide sur les fonctionnements des partenaires institutionnels et associatifs.

↳ Nous exigeons le maintien et le renforcement des temps d'échanges entre les T.S. et les T.M.S. pour réfléchir sur nos pratiques professionnelles et leur donner du sens.

↳ Nous exigeons du temps pour mettre en œuvre des accompagnements personnalisés qui respectent le rythme de la personne et permettent l'établissement de relation de confiance préalable indispensable à l'émergence des compétences.

↳ Nous exigeons les moyens pour pouvoir réellement mettre en œuvre les missions de prévention au sens le plus large possible.

Pour répondre à la mise en œuvre du schéma départemental, nous exigeons l'arrêt immédiat et définitif des méthodes de management actuelles, généralisées au sein des services.

STOP à ces pratiques maltraitantes, infantilisantes et destructrices qui sont contre productives et en contradiction avec les prérogatives développées dans le schéma départemental.

Juin 2018

LE TRAVAIL SOCIAL CONTRIBUE
A PROMOUVOIR LE CHANGEMENT
SOCIAL

